FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

Une population souffrante sous un régime destructeur d'un « pervers narcissique »

Rapport sur la gouvernance et les droits socio- économiques au Burundi

mars 2018

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES i

0. INTRODUCTION 1

I. CONTEXTE GENERAL DE VIOLENCES ET DE VIOLATIONS DES DROITS ET LIBERTES DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES MENAGES 1

II. CONSEQUENCES DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE SUR L'ECONOMIE BURUNDAISE 8

II.1. Pénurie du carburant 8

II.2. Hausse des prix des denrées alimentaires 9

II.3. Pénurie d'eau potable 9

III. LE DROIT A L'EDUCATION : DE LA POLITISATION AUX VIOLENCES ENVERS LES ENSEIGNANTS ET LES EDUQUES 10

III.1. Une ordonnance ministérielle confuse, discriminatoire et destructrice dans un contexte de politisation à outrance de l'enseignement et de l'école 10

III.2. Des violences envers l'enseignant et l'enseigné à la base des abandons scolaires inquiétants . 11

III.3. Quid de la qualité des enseignements techniques 12

IV. LE DROIT A LA SANTE : DES EPIDEMIES NON DECLAREES AU MANQUE CRIANT DE MEDICAMENTS ET MATERIELS INFIRMIERS 12

V. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE OBSERVES PENDANT CETTE PERIODE DU RAPPORT 13

Des aides aux vulnérables détournées par l'administration en province Cankuzo 13

Un député impliqué dans des détournements des richesses minières cède la place à de hautes autorités de l'Etat en province Cankuzo. 14

L'administration provinciale de Rumonge spolie des terres pour les céder aux rapatriés 14

Des menaces de destitution des chefs de quartier non membres du CNDD-FDD en ville de Gitega 14

Un recensement sur l'appartenance politique inquiétant au Burundi 15

Une Commission Vérité Réconciliation politisée et instrumentalisée 15

Cinq mois durant, la province Muramvya n'a pas de gouverneur et les conséquences sont graves .. 16

VI.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 17

Aux membres du gouvernement et aux institutions de l'Etat du Burundi: 17

A la population burundaise : 17

A l'EAC, l'UA et l'ONU : 17

A la CPI : 17

0. INTRODUCTION

Le contexte socio-politique et économique devient de plus en plus tendu au Burundi et les conséquences sur la population s'alourdissent dans l'indifférence totale de l'autorité suprême du régime qui se la coule douce et s'amuse méchamment à organiser des élections pour se maintenir éternellement au pouvoir. Les violences, les intimidations et le terrorisme sont les armes choisies par Pierre Nkurunziza pour se faire respecter à la manière du chien et de ses canines. Ainsi, il a confié une triste mission aux administratifs, à certains militaires et policiers et principalement à la milice Imbonerakure pour terroriser, tuer, arrêter et torturer toute personne soupçonnée de ne pas le soutenir dans ses actes louches de destruction de la nation burundaise.

Le rapport de mars 2018 met en exergue un contexte socio-politique préréférendaire émaillé de violences contre les présumés opposants à l'amendement de la Constitution. Malgré les dénonciations de la violence et des violations de droits de l'homme qui fusent de partout, le régime de Pierre Nkurunziza s'entête et s'en moque et décide de précipiter le peuple burundais dans l'abîme.

Dans différents chapitres du présent rapport, le FORSC essaie de pointer du doigt quelques conséquences liées à cette situation de crise que le régime perpétue impitoyablement sur le peuple burundais. C'est notamment les pénuries répétitives du carburant, les défis de production agricole et les problèmes d'accès à l'alimentation, la politisation et la destruction de l'enseignement et de l'école, les abandons scolaires inquiétants, les défis d'accès aux soins de santé, etc.

Le dernier chapitre passe en revue des actes de mauvaise gestion et mauvaise gouvernance, notamment des actes de détournement des richesses minières du pays et des aides alimentaires destinées aux vulnérables, des spoliations de terres appartenant aux présumés opposants du régime de Pierre Nkurunziza, des destitutions et menaces de destitution des élus locaux non acquis à la cause du parti CNDD-FDD au pouvoir, etc.

I. CONTEXTE GENERAL DE VIOLENCES ET DE VIOLATIONS DES DROITS ET LIBERTES DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES MENAGES

Les miliciens Imbonerakure multiplient leurs abus sur le peuple burundais au vu et au su de l'autorité publique qui ne rend compte aujourd'hui qu'à Pierre Nkurunziza, « le guide suprême et éternel » du Burundi. Ils torturent, terrorisent, font des entraînements paramilitaires et patrouillent pendant la nuit dans toutes les collines du pays, et même sur les frontières du pays, à la place des militaires à qui la mission est normalement confiée.

(1) Les habitants de la frontière rwando-burundaise résidant sur les collines Camakombe commune Mugina, et Ruhororo en commune Mabayi de la province Cibitoke vivent une peur panique depuis le 05 mars 2018 suite à la présence des jeunes Imbonerakure et des miliciens Interahamwe armés de fusils qui patrouillent pendant la nuit dans ces localités. Contacté sur place, un homme de la colline Camakombe nous indique que les habitants ont été avertis de cette présence inhabituelle et précise que ce sont des jeunes de la milice Imbonerakure qui ont été envoyés sur toutes les frontières reliant le Rwanda et le Burundi pour sécuriser ces endroits.

Selon des sources sur place, ces jeunes Imbonerakure viennent à bord d'un véhicule du service de renseignement de Cibitoke ou à bord des taxis voitures vers 22 heures et les mêmes véhicules reviennent vers 5 heures du matin pour les récupérer. *« Je veux quitter cet endroit car j'ai peur de ces jeunes gens »,* nous déclare un habitant de Ruhororo contacté. Ces jeunes Imbonerakure intimident et terrorisent des gens pendant la nuit. Les autorités militaires contactées disent avoir peurs eux-mêmes de ces Imbonerakure qu'elles ne contrôlent pas. Les deux groupes s'évitent mutuellement pour éviter des heurts. Le Président Pierre Nkurunziza a instauré cette milice parce qu'il n'a pas confiance en son armée, nous confie une des autorités militaires de la localité.La présence des jeunes de la milice Imbonerakure en tenues policières, civiles et militaires est signalée aussi dans la localité de Nyamwoma, groupement Sange, Zone d'Uvira en République Démocratique du Congo, à moins de 5 km de la rivière Rusizi frontalière de la commune Buganda, province Cibitoke, depuis le début du mois de mars 2018. Selon les sources administratives à la base, le nombre de ces jeunes augmente au jour le jour. Plus de 250 jeunes sont déjà installés sur place avec 11 tantes et sont composés des jeunes garçons de moins de 30 ans en provenance de quatre provinces : Cibitoke, Bubanza, Kayanza et Bujumbura rural. Cette source indique qu'ils collaborent plus souvent avec les éléments de la force congolaise de la place. La population a peur de cette présence de ces jeunes burundais. Contactées, certaines autorités militaires congolaises disent que le régime de Pierre Nkurunziza est déterminé à déstabiliser la région et qu'il ne fait que se préparer à une guerre qu'il entretient et nourrit pour des fins inavouées et illogiques.

(2) Le nommé Ndayizeye Jean Marie, agent du commissariat de police de la province Makamba a été tabassé par un jeune Imbonerakure prénommé Hamisi le 8 mars 2018 dans l'entrepôt de l'office burundais des recettes au chef-lieu de la commune Mabanda. Selon des informations en provenance de la police en commune Mabanda, ce policier a été tabassé alors qu'il venait de saisir une fraude d'un commerçant connu sous le nom de Badayi. Ce dernier s'est alors servi de ce jeune du parti au pouvoir pour se venger contre cet agent des forces de sécurité. Les deux présumés auteurs du crime n'ont pas été inquiétés.

Le prénommé Willy, élu collinaire numéro 2 de la coalition Amizero y'Abarundi de la colline Murinda, commune Vugizo a été arrêté par le Gouverneur de la province Makamba, Gad Niyukuri, dans l'après-midi du 5 mars 2018. Le fidèle de l'opposant Rwasa Agathon a été accusé de tenir des propos hostiles au pouvoir et de ne pas payer les taxes issues de son commerce de l'huile de palme. La famille de la victime et les proches dénoncent des alibis et un montage contre ce dernier pour lui faire du mal. La victime a été directement conduite au cachot du parquet de la République à Makamba.

Dans cette même province de Makamba, trois enseignantes de l'ECOFO Jimbi, commune Kibago disent être traumatisées par un montage fomenté par un des parents d'élèves. Elles sont accusées injustement de haine ethnique contre les enfants de la composante ethnique hutue et de faire un recensement ethnique d'enfants hutu. En date du 11 mars 2018, elles ont échappé à une arrestation par le chef SNR à Makamba qui avait effectué une descente à la Direction Communale de l'Enseignement dans cette commune.

A l'origine, c'est un cas de renvoie pour cause de non port d'uniformes, d'un enfant de l'ECOFO Jimbi dont le père, un membre de la milice Imbonerakure, n'a pas été content. Selon des sources à la Direction Communale de l'Enseignement de Kibago, n'eut été l'intervention du Directeur Communal de l'Enseignement, les trois enseignantes auraient été embarquées par le chef du SNR à Makamba. Les mêmes sources disent qu'après des enquêtes auprès des apprenants, ces enseignantes ont été blanchies et ont échappé de justesse à l'emprisonnement.

(3) Un membre du comité collinaire du parti CNDD/FDD, le nommé Bagorikunda a attaqué à la machette, le 6 mars 2018, le couple Bernard et sa femme résidant sur la colline Gaseri, zone, commune et province Rutana. Les victimes ont été accusées de labourer un champ d'un fonctionnaire qui n'est pas membre du parti CNDD- FDD. Il les taxait d'« ibipinga », appellation collée au dos de toute personne qui n'épouse pas l'idéologie du CNDD- FDD. Le couple a préféré prendre le large pour ne pas être tué et leur agresseur est resté à se moquer sans être inquiété de sa tentative de crime.

Dans cette même province, le nommé Barampama, âgé de 35ans, résidant sur la colline Kabanga, zone et commune Bukemba, a été ligoté et battu en date du 6 mars 2018 par des Imbonerakure de cette localité qui l'accusaient de voler du maïs. La victime indique qu'elle venait de couper la tige de maïs pou sucer son jus. Il a saisi la police mais les criminels n'ont pas été inquiétés.

En date du 13 mars 2018, la maison appartenant à Kayoya Antoine située sur la colline de Rutamba, zone Muzye, commune de Giharo a été détruite par des jeunes de la milice Imbonerakure, accusant le propriétaire de n'avoir pas participé aux travaux de propagande du CNDD-FDD. Les auteurs de cet acte ignoble étaient Kabura Didace, le nommé Ndayikengurukiye, Njejimana Claude et Hakizimana Gilbert mais n'ont pas été inquiétés.

Dans cette même province de Rutana, les habitants s'insurgent contre les actes commis par l'association CODIP (Collectif des Associations pour le Développement Intégré de la Personne) qui est connu comme proche du CNDD–FDD. Cette association exige aux différents groupements d'agriculteurs de riz de verser impérativement des contributions d'environ 50000 Francs bu chacun pour intégrer le collectif. Ceux qui n'exécutent pas sont pris pour des rebelles contre le pouvoir et tout le monde se voit contraint de respecter l'exigence par peur d'en subir les conséquences, nous a confié un habitant de la colline Nyamateke, zone de Gakungu, commune Giharo. Ce collectif est en train d'exiger aux chômeurs, via les élus collinaires, une cotisation de deux mille franc chacun, afin de bénéficier des recyclages dans l'avenir. Sur la colline de Rutana, les quittances sont dans les mains d'une femme nommée Yahana, membre du conseil collinaire de Rutana.

Au chapitre sécurité, sur la colline de Rusunu zone et commune de Musongati, province de Rutana, un Imbonerakure prénommé Méthode a violé en pleine journée une fillette de 12 ans. C'était le jeudi 29 mars. Irrités par cette situation, d'autres Imbonerakure l'ont roué de coups après l'avoir ligoté. Ils l'ont par la suite remis à la police de Musongati qui est en train d'instruire son dossier.

(4) Deux substituts du procureur de la république en province Bururi ont été malmenés en date du 09 mars 2018 par un groupe de jeunes Imbonerakure commandés par leur chef prénommé Éric. Des témoins disent que les deux substituts ont été arrêtés et contraints de s'asseoir par terre avant d'être traités de malfaiteurs par ces jeunes Imbonerakure du quartier Kigwati, au chef-lieu de la province Bururi. Les victimes ont finalement été sauvées par le président du tribunal de grande instance de Bururi après avoir pris connaissance de leur captivité. Ce chef des jeunes Imbonerakure a été immédiatement arrêté et conduit la même nuit à la prison centrale de Bururi.

Des informations recueillies auprès des habitants du chef-lieu de la province Bururi nous indiquent que chaque quartier de la ville dispose d'un groupe de jeunes Imbonerakure qui malmènent les habitants surtout pendant la nuit. Ils contrôlent les mouvements des gens le jour comme la nuit. Les mêmes sources disent que ces jeunes Imbonerakure contraignent des domestiques de la localité à faire du sport obligatoire tous les après-midi à partir de 15 h30.

En commune Matana, des habitants de la colline Mwurire et Mugano, font savoir que les jeunes Imbonerakure organisent des patrouilles nocturnes et font des fouilles sur chaque personne qu'ils rencontrent. Pendant la nuit vers 3 heures du matin, les habitants de ces collines affirment que ces Imbonerakure font du sport et des entraînements paramilitaires et qu'ils chantent des chansons du parti CNDD-FDD. Ils font des éloges du pouvoir et profèrent des menaces et intimidations contre les opposants du régime. Ces habitants disent que les entraînements paramilitaires se font presque tous les week-ends toutes les nuits de samedi à dimanche vers 3 heures du matin.

Dans cette commune de Matana, des Imbonerakure dont certains ont été identifiés par la population ont commis beaucoup de cas de violences durant ce mois de mars 2018. A titre d'illustrations, quelques cas ont été enregistrés :

En date du 23 mars 2018, des Imbonerakure commandés par Bugayi ont battu et blessé un jeune du FNL d'Agathon Rwasa, le nommé Mbandagare, résidant sur la colline Gisarenda.

En date du 30 mars 2018, vers 21 heures, Ndayishimiye Félix, alias Kaya, le chef communal du CNDD-FDD, a battu à mort madame Ndayibarushije Dénise, technicienne médicale au centre de santé Buraniro, l'accusant de dénonciation des abus commis par les jeunes Imbonerakure.

En date du 15 mars 2018, le chef collinaire des Imbonerakure prénommé Protais a battu le nommé Masabarakiza Egide sur la colline Butwe, sous colline Kiroba, l'accusant de protester contre le sport nocturne organisé par des Imbonerakure de sa localité.

En date du 24 mars 2018, un corps sans vie de Batungwanayo Alexandre a été retrouvé sur la colline Gihanga, commune Rutovu. La victime, originaire de cette même colline, est morte égorgée et les Imbonerakure qui faisaient des rondes nocturnes cette nuit sont pointés du doigt comme étant les auteurs de ce crime.

Pendant presque tout ce mois de mars, des coups de sifflets retentissaient à partir de 3 heures du matin, sur toutes les collines de la commune Matana, Songa, Mugamba et Rutovu réveillant tous les habitants de ces localités. Des slogans insultant les opposants politiques du régime étaient sur la bouche de chaque participant au sport de masse et aux entraînements paramilitaires. Tout le monde étant mobilisé, le constat est que des mères portant des enfants dans le dos, des mères enceintes et des écoliers participaient de force dans ces activités.

Constatant que cette situation commençait à dégénérer, le chef de poste de police en commune Matana a tenté d'arrêter le mouvement en date du 31 mars 2018, mais il a rencontré une résistance farouche des Imbonerakure dont le chef Kaya qui l'a injurié en lui précisant que l'on n'arrête pas les Imbonerakure. Il a fallu une intervention plus musclée de la police pour pouvoir contraindre le mouvement à rebrousser chemin.

Voici la liste des Imbonerakure identifiés comme étant responsables des violences commises en commune Matana : Ndayishimiye Félix alias Kaya, Ndayisenga alias Makwapa, Nyegeri le boucher, Ndikumwenayo, la prénommée Nelly, le prénommé Clément agent de l'Hôpital Matana, Mushimirimana le chauffeur de l'Hôpital, et Ndayipfukamiye le chauffeur du secrétaire provincial du parti CNDD-FDD.

(5) Dans la nuit du 26 mars 2018, un homme du nom de Miburo qui quittait son service au centre-ville de Kirundo et qui partait chez lui en compagnie de sa femme, a été intercepté par des Imbonerakure au quartier Kibuburu situé au chef-lieu de la province du meme nom. Le couple a été arrêté vers 21h et relâché vers 1h du matin du lendemain après avoir payé une somme de 5000 Fr bu. Au départ, leurs agresseurs leur avaient demandé un montant de 10.000Frs, mais l'homme avait juré ne pas en avoir. Les coups de bâtons ont contraint la victime, qui fait quotidiennement le travail de veilleur, d'aller réveiller son patron pour lui demander cet argent.

Les rondes nocturnes faites par les Imbonerakure en commune Kirundo constituent une source d'insécurité dans les différents quartiers du centre urbain. Dans les quartiers de Bushaza, Kibuburu et Kanyinya, certains Imbonerakure ne cessent de sillonner pendant la nuit à partir de 21h. Ils commettent des violences qui font actuellement peurs à la population. Les habitants de ces localités, principalement les femmes et les filles, ont désormais peur de circuler la nuit.

A la tête de ces actes de terrorisme viennent le chef de colline Kanyinya le nommé Nkurunziza, un démobilisé de l'armée, un certain Rumari également démobilisé du FDD, Egide et Minani. Ces derniers sont régulièrement cités dans des actes de violences dont des assassinats. Ils sont cités notamment dans l'assassinat de l'ex administrateur de la commune Kirundo Serges Barutwanayo, mais aucune enquête n'a jamais été menée. La population de la commune Kirundo s'inquiète des actes de ces Imbonerakure qui se font au su et au vue des administratifs à la base qui, des fois se cachent derrière ces derniers pour rançonner les gens. Le Gouverneur de province en est informé mais aucune initiative de sa part pour stopper les criminels.

Ces Imbonerakure ont profité de l'absence de l'Administrateur en commune Kirundo pendant plus de deux mois, en remplacement de Misago Stany mort dans un accident de roulage, pour faire du n'importe quoi.

(6) Des cadavres non repêchés flottant dans la rivière Rusizi inquiètent les habitants de la transversale II, colline Murambi, commune Buganda en province Cibitoke.
Les derniers cadavres qui ont été vus par les habitants proches de la localité datent du 2 mars 2018. Selon les informations recueillies sur place, l'administration et les militaires postés à côté du lieu ont été interdits par le service national de renseignement de repêcher deux cadavres qui passaient dans cette rivière ce jour. *« Nous avons reçu l'ordre de laisser ces cadavres partir »* a indiqué un des militaires de la position de Ruhagarika interrogé. Le chef de zone Gasenyi a refusé d'aller voir ces cadavres lorsqu'on l'appelait par téléphone. Les habitants de Murambi et Ruhagarika craignent des maladies car l'eau de cette rivière Rusizi est utilisée dans la cuisson et la lessive. L'administration reconnaît que cette rivière regorge de cadavres, sans aucune précision. *« Les opposants au régime de Pierre Nkurunziza sont tués et jetés dans cette rivière, depuis la crise liée au troisième mandat de Pierre Nkurunziza en 2015 »,* nous a déclaré un membre de la milice Imbonerakure contacté sur le lieu.

(7) Deux agronomes de l'usine PROTHEM ont été arrêtés et emprisonnés injustement dans le cadre du conflit de compétition entre cette usine de thé et l'OTB. Le Tribunal de Grande Instance de Mwaro les a acquittés le 09 mars 2018, mais n'ont pas eu droit à la liberté. Le procès les oppose au chef de zone Makamba et président du parti CNDD- FDD en commune Rusaka, Athanase Mpawenayo. L'un de ces deux employés de PROTHEM Désiré Kubwayo n'avait aucune accusation à sa charge. Etienne Nzojiyobiri était lui, accusé par ce chef de zone Makamba, d'avoir incité des gens à l'agresser, mais n'avait pas pu justifier ces allégations. Après l'acquittement, ils ont passé le week- end au cachot du parquet qui avait pris une décision de leur donner un billet d'élargissement le lundi 12 mars 2018. En date du 13 mars 2018, le magistrat instructeur a sorti une convocation et un mandat d'arrêt à l'endroit de ces deux victimes,alors qu'elles étaient encore au cachot. Le Parquet ayant interjeté appel, les deux justiciables ont été transférés à la prison centrale de Muramvya. Des sources concordantes y voient un cachet politique, car l'usine PROTHEM en compétition avec l'OTB a été fondée par feu exprésident du parti MRC et est jugée comme appartenant aux opposants politiques du CNDD-FDD.

(8) Six personnes dont cinq qui exerçaient le petit commerce au marché de Ruvumera en Mairie de Bujumbura et un taximan ont été arrêté en commune Kanyosha, zone Muyira, province Bujumbura par le nommé Joseph Niyonzima alias Kazungu. Elles ont été torturées et conduites manu militali aux cachots du SNR en date du 2 mars 2018. Sinzobatunga Benius**,** Havyarimana Bonaventure**,** Habonima Egide, Hafashimana Lionel**,** le prénommé Emmanuel rentraient chez eux en zone Muyira, commune Kanyosha. Les victimes ont été accusées d'être des fidèles du parti d'opposition MSD d'Alexis Sinduhije.

(9) Des réunions d'urgence ont été tenues à l'endroit de la population des communes Gishubi et Nyarusange par le Gouverneur de la province Gitega, Vénant Manirambona, et le chef provincial du parti au pouvoir Georges Nshimirimana, en date du 22 mars 2018. L'objet de ces réunions était de demander à la population d'être vigilante et de traquer toute personne qui sensibilisera pour voter contre le projet de Constitution au référendum prévu le 17 mai 2018. Ils ont recommandé à la population et surtout aux Imbonerakure d'arrêter ces personnes et d'appeler directement le Gouverneur, ou le président du parti ou le chef provincial du SNR, pour que ces derniers déterminent le sort à réserver à ces gens-là. Les membres des partis de l'opposition sont dans une peur panique et craignent pour leur sécurité. Ils sont soupçonnés d'accueillir, de loger et de collaborer avec des gens qui viennent de l'extérieur pour sensibiliser à voter non au prochain référendum.

Les mêmes actes de terrorisme envers les opposants et présumés opposants au référendum de la Constitution sont observés partout dans le pays.

(10) Les violences liées au référendum et aux élections de 2020 ont atteint le sommet culminent. Au Burundi, des personnes sont tuées accusées simplement de ne pas vouloir se faire enrôler aux élections. Le cas le plus emblématique pour cette période concerne un citoyen de la colline Gisoro, zone Twinkwavu, commune Cendajuru, province Cankuzo, Simon Bizimana mort le 18 mars 2018 suite à des tortures policières subies après son refus de se faire enrôler au référendum de la Constitution. Arrêté le 14 février 2018, la victime avait été conduite agonisante à l'hôpital de Cankuzo. Les sources internes de l'hôpital disent que les policiers avaient menti sur la vraie identité du malade pour tenter de camoufler le crime. Des informations recueillies nous avaient signalé que la victime avait été torturée au moment de son arrestation par le chef de poste Cendajuru, le nommé Donatien, natif de la province Muyinga, ex PMPA.

Le Docteur Innocent venait de son congé quand l'âme de Simon s'est éteinte et a signé une attestation de décès sur demande du commissaire provincial de Cankuzo surnommé Gikoko. Cette attestation qui précisait que l'examen goutte épaisse n'avait rien signalé d'anormal a curieusement été utilisée par la police pour dire que le malade était mort de malaria. Constatant que le détenu sur le lit d'hôpital était en état critique suite aux tortures subies, le procureur de la République à Cankuzo Sindayigaya Léonard lui avait accordé une liberté provisoire, sous l'ordre du commissaire provincial Gikoko, dans le but de couvrir le crime policier.

Signalons que les autorités burundaises ne cessent de proférer des menaces de mort contre quiconque s'exprimera contre le changement de la Constitution lors du référendum programmé au 17 mai 2018.

(11) Un autre élément du contexte socio-politique inquiétant concerne les enlèvements et disparitions forcées qui ne cessent d'être observés dans le pays. A titre d'illustrations :

Un jeune homme d'une trentaine d'années est porté disparu depuis le 3 mars 2018 vers 9 heures du matin. Des sources familiales disent que le jeune Arakaza Jean marie Vianney a été kidnappé quand il répondait à un appel téléphonique de son ami près de l'entreprise BRARUDI, en

Mairie de Bujumbura. Lauréat de l'Ecole technique saint Luc, il travaillait comme agent de gardiennage de la société Protection Surveillance et Gardiennage à la croix rouge situé au quartier 7, zone Ngagara, commune Ntahangwa au nord de la capitale. Un agent du Service national de renseignement du nom de Kazungu est cité comme auteur du crime. Les témoins racontent que la victime a été embarquée dans un véhicule fumé et conduite vers une destination inconnue. La famille a cherché le leur dans tous les cachots en vain. Le disparu était natif de la commune Bisoro, province Mwaro au centre du pays et résidait à Mutakura, à la 12ème Avenue numéro 3.

Un militaire ex Forces Armées Burundaises est porté disparu depuis le 13 mars 2018. Des sources proches de sa famille en province Ngozi disent que Pascal Ngendakumana du 421ème bataillon en province Karusi rentrait à son domicile situé dans le quartier Kinyami dans la ville de Ngozi. La victime a été enlevée près du bureau provincial de la province. Elle venait juste de se séparer de ses amis avec qu'il avait partagé un verre au bar Shika situé dans la même ville de Ngozi. Depuis lors, il n'est rentré, sa famille n'a plus de traces. Son téléphone a été aussitôt éteint. Le disparu militaire était affecté sur une position militaire se trouvant dans la réserve naturelle de Rukoko, commune Gihanga, province Bubanza et était venu à Ngozi pour rendre visite à sa famille.

II. CONSEQUENCES DE LA CRISE SOCIO-POLITIQUE SUR L'ECONOMIE BURUNDAISE

La corruption, l'arrêt ou le ralentissement de l'activité économique, l'insuffisance de la production agricole sont les principales conséquences directes de la crise socio-politique qui gangrène le pays depuis bientôt trois ans. Cet état de choses a occasionné une dévaluation continuelle de la monnaie qui rend difficile la vie des citoyens dont les maigres revenus ne suivent pas le rythme de cette situation anormale. La situation est aggravée par l'enfermement et l'entêtement des autorités politiques qui se moquent éperdument de la souffrance de sa population. La pénurie des produits pétroliers et de l'eau potable, la hausse des prix des produits de première nécessité constituent des tristes réalités que vit le pays.

II.1. Pénurie du carburant

Le pays a connu une pénurie généralisée de produits pétroliers au cours de ce mois de mars 2018. Cette situation a entraîné une hausse des tickets de transport aussi bien en Mairie de Bujumbura qu'à l'intérieur du pays.

Depuis le début du mois de mars 2018, la province Cibitoke a été particulièrement victime de pénurie de carburant. En date du 5 mars 2018, toutes les quatre stations d'essence du chef-lieu de la commune Rugombo étaient vides. Les passagers se lamentaient des hausses de ticket de transport de la capitale Bujumbura à l'intérieur des communes de la province. *« Avant, on payait 4500 francs de Bujumbura à Rugombo, mais aujourd'hui nous payons 6000francs »*, raconte un passager contacté dans un bus de transport. Pour arriver à l'intérieur des communes de la province, les prix du ticket de transport étaient devenus inaccessibles, selon le même contact. Les chauffeurs disaient être contraints d'acheter du carburant au marché noir à raison de 5000fbu le litre.

II.2. Hausse des prix des denrées alimentaires

Comme conséquence à la hausse des tickets de transport et du carburant, c'est la hausse incontrôlée des prix des produits alimentaires de base. La province de Muramvya avait depuis longtemps servi de marchés d'alimentation vivrière à la capitale du Burundi. Suite aux problèmes de carburant, à la dévaluation de la monnaie, à l'instabilité des ménages et à l'insuffisance de la production agricole, les prix des produits de base ont flambé.

Voici la situation des prix des denrées alimentaires enregistrés entre le 02 mars 2018 et le 21 mars 2018

Désignation	**Prix par Kg avant la dernière crise de carburant**	**Prix après la hausse**
Pomme de terre	700FBu	1000FBu
Petit pois	2000FBu	3000FBu
Manioc	2500FBu	3000FBu
Farine de manioc	1500 FBu	1800 FBu
Farine de maïs	1400 FBu	1700 FBu
Graine de maïs	1300 FBu	1600 FBu
Riz	2000 FBu	2500 FBu
Sucre	2500 FBu	3000 FBu
Huile de palme	1800 FBu	2400 FBu
Sel de cuisine	800 FBu	1200 FBu
Farine de bouille	1600 FBu	2000 FBu
Haricots	1400 FB	1800 FB
Thé	2500 FBu	3500 FBu
AUTRES	**taxe**	**taxe revue**
Vache	1000 FB / Vache	2000 FB / Vache
Chèvre	500 FB / Chèvre	1000 FB / Chèvre
Mouton	500 FB / Mouton	1000 FB / Mouton

Aux différents marchés et dans plusieurs maisons de vente, les vendeurs disent qu'il est difficile de se procurer des denrées alimentaires suite aux taxes administratives exigées par certains responsables et des chefs Imbonerakure qui imposent en plus, des contributions forcées pour élections de 2020.

A part les produits locaux dont les prix ont grimpé, les prix des produits importés ont aussi été revus à la hausse. Une boite de sauce tomate qui se vendait à 700 FBu coûte aujourd'hui 1000fb dans la même province de Muramvya, 10 litres d'huile de cotons (cookie) qui se vendaient à 23000FB, se vend actuellement à 36000Fb, l'huile de coton Golden de 5 litres est passé de 20000FB à 26000FB.

II.3. Pénurie d'eau potable

La priorité du régime de Pierre Nkurunziza, c'est la guerre contre ses opposants politiques et la course vers un semblant d'élections pour une autolégitimation de son régime. Les secteurs clés, en l'occurrence l'alimentation en eau potable l'intéresse peu. Ainsi, de la capitale jusque dans les collines, le pays manque cruellement d'eau potable. Même là où les régimes précédents avaient installé des conduites d'eau potable, au fur des années, elles ont vieilli et n'ont pas été remplacées.

Des sources d'eau n'ont pas été entretenues et ceci a entraîné des pénuries et des tarissements. Dans différentes localités surtout de l'intérieur du pays, les burundais s'abattent sur l'eau des rivières et des marigots, comme du temps des époques anciennes. Un retour en arrière inacceptable au 21ème siècle !

En date du 29 mars 2018, plusieurs quartiers de la capitale connaissaient une pénurie d'eau potable. Les citadins traumatisés croyaient qu'ils allaient connaître le sort des villages burundais. Heureusement, la REGIDESO s'est saisie de la panne qui a été vite réparée. Rappelons que ce secteur d'eau et d'électricité n'a pas été épargné par la corruption et la mauvaise gestion érigées par le régime de Pierre Nkurunziza en mode de gouvernement. Des taxes surélevées ont rendu très chers ces produits.

III. LE DROIT A L'EDUCATION : DE LA POLITISATION AUX VIOLENCES ENVERS LES ENSEIGNANTS ET LES EDUQUES

La crise politique qui secoue le pays se répercute gravement sur le secteur de l'éducation. Des mesures administratives prises par le régime de Pierre Nkurunziza prouvent une intention délibérée de destruction du système éducatif burundais qui était pourtant une grande référence dans le temps. En plus de ces mesures et de la qualité des enseignements qui laisse à désirer, des enseignants sont injustement arrêtés en pleine classe et maltraités au vu de leurs élèves. D'autres parts, des élèves sont victimes de violences sexuelles et d'abandons scolaires, dans l'indifférence totale du régime politique en place au Burundi.

III.1. Une ordonnance ministérielle confuse, discriminatoire et destructrice dans un contexte de politisation à outrance de l'enseignement et de l'école

1) L'ordonnance de la ministre de l'éducation n ° 610/284 du 12 mars 2018 portant l'ouverture du deuxième cycle de master dans l'enseignement supérieur a été mal reçue. Elle nourrit des confusions et exclue plus de 300 étudiants qui avaient pourtant été retenus comme candidats à cette formation. Il cite en effet, à la surprise de tous, trois universités publiques et deux universités privées autorisées à ouvrir le cycle de master et réduit les filières concernées en mettant de côté au moins 15 filières approuvées par la commission nationale de l'enseignement supérieur. Sur vingt filières accréditées par la commission, 5 seulement ont été retenus et deux nouveaux programmes sont adoptés par l'ordonnance, alors que ces derniers n'existent pas dans le système éducatif actuel. Les professeurs de l'université du Burundi se sont insurgés contre cette ordonnance et ont adressé une correspondance à la ministre de l'éducation pour lui demander de retirer l'ordonnance qui viole dangereusement le droit à l'éducation et détruit le système éducatif burundais en général.

(2) En province de Gitega comme ailleurs, le régime a politisé le secteur de l'éducation en violation flagrante de la loi qui régit les écoles. Des autorités de l'école organisent des activités de manipulation politique contre leurs éduqués. Au Lycée Espoir de Nyarusange, commune Nyarusange, les élèves sont contraints de se présenter à la permanence du parti CNDD-FDD situé sur la colline Nkondo, pour suivre les enseignements du parti.

Cette activité est pilotée par le préfet des études Ndikumana Réverien, le doyen des élèves Mpawenayo Silas, et d'autres enseignants et élèves dont Niyonkunda Mélance le chef des Imbonerakure de cette école. Ce préfet intimide ceux qui s'absentent en leur disant qu'ils vont échouer à la fin de l'année. Curieusement, l'activité cible les élèves de la composante sociale hutue seulement. Il leur est en plus interdit de révéler quoi que ce soit aux jeunes tutsi considérés comme leurs ennemis historiques, selon ce préfet. Les autorités scolaires au plus haut niveau de la province sont informées mais laissent faire.

III.2. Des violences envers l'enseignant et l'enseigné à la base des abandons scolaires inquiétants

(3) En province Cankuzo, un enseignant à l'ECOFO Rujungu en commune Kigamba du nom d'Isidore Misago a été arrêté en pleine cours d'entrepreneuriat par la police en date du 5 mars 2018, accusé d'outrage aux institutions sans aucune autre précision sur son infraction. Il a été incarcéré au cachot du commissariat de police à Cankuzo. Le détenu avait été libéré mais a été arrêté de nouveau une semaine après sur ordre de l'Administrateur communal. Selon des sources sur place, le chef de zone Rujungu est derrière cette arrestation pour se venger contre cet enseignant qui avait dénoncé le vol de vaches en Tanzanie par des Imbonerakure commandés par ce chef de zone. Ce dernier aurait alors juré que la victime ne regagnera plus son emploi. *« Isidore m'a sali, il ne réintégrera jamais son emploi tant que je serai encore en vie »,* a décidé le chef de zone.

(4) Les statistiques disponibles à la Direction Communale de l'Enseignement de Musigati en province Bubanza révèlent que 38 filles ont abandonné l'école suite à des grossesses non désirées, 27 cas enregistrés à l'école fondamentale de Muyebe. Selon le Directeur Provincial de l'Enseignement à Bubanza, la province a enregistré 3342 abandons scolaires durant les deux trimestres de l'année scolaire 2017-2018. Des enseignants sont cités parmi les auteurs de ces violences sexuelles. A l'école fondamentale de Mugaruro, commune Mpanda, province Bubanza, le Directeur de cet établissement précisait au début du mois de février 2018 que 9 filles étaient enceintes mais que les auteurs n'étaient pas encore appréhendés.

(5) En province Gitega, un drame a eu lieu au lycée de la persévérance Mweya, zone Mungwa, commune Gitega. En date du 10 mars 2018, un enseignant du nom de Nestor Habarugira a tenté de tuer son élève Nshimirimana Yvette, élève en 9ème année qu'il avait engrossée. Il avait trompé sa victime en lui disant qu'il allait la transporter en commune Buraza pour la cacher, mais arrivés sur la rivière Ruvyironza, il a tenté de la tuer à l'aide d'une machette et l'a jetée dans la rivière croyant effacer toutes les traces de cette grossesse. Heureusement, la fille a survécu et a été sauvée par les habitants des environs qui l'ont conduite à l'hôpital Ntita. Dès lors, le criminel a pris fuite et la victime en état critique a été transférée à l'hôpital régional.

Dans cette même province de Gitega, les élèves du Lycée communal Nyabitanga, en commune Gishubi, ont manifesté en date du 17 mars 2018 contre un professeur du nom de Ndayishimiye Pascal, alias Milan, qu'ils accusaient de coucher avec des élèves filles du lycée. Signalons que l'année dernière, le même enseignant avait été arrêté et détenu pour la même affaire. Il avait engrossé une fille de cette école et cette dernière avait avorté.

Il avait été libéré pour des raisons politiques car étant membre influent du parti au pouvoir, et avait repris le service à la même école. Les élèves et les parents l'ont maintes fois dénoncé chez le Directeur de l'école et le DCE, mais en vain.

III.3. Quid de la qualité des enseignements techniques

(6) Dans le deuxième cycle du post fondamental et dans des sections techniques, les élèves sont dans les classes terminales alors qu'ils n'ont pas suivi des cours principaux. Les élèves de la section TIAA (Technologies des Industries Agroalimentaires) à l'ITAB Kigamba, Direction Communale de l'Enseignement de Kigamba en province Cankuzo se lamentent du fait qu'ils sont en deuxième année sans avoir étudié les cours principaux d'option depuis la première année jusqu'ici. *« Sur le marché du travail, comment allons- nous affronter les tests de recrutement? », s'interrogent*-ils. Ils n'étudient que les cours généraux comme le Français, l'Anglais, le Civisme, la Religion, ... En plus, ils n'ont qu'un seul enseignant du domaine et lui n'a pas du temps car il est à la fois directeur technique et enseignant. L'avenir de ces élèves est incertain. Leur Directeur, Kagoranyi Oswald ne fournit aucun effort pour trouver des enseignants, selon ces élèves.

La même situation s'observe dans plusieurs autres établissements du pays. Le manque d'enseignants est devenu une problématique sans solutions, le régime étant préoccupé par d'autres priorités, notamment d'intérêts politiques.

IV. LE DROIT A LA SANTE : DES EPIDEMIES NON DECLAREES AU MANQUE CRIANT DE MEDICAMENTS ET MATERIELS INFIRMIERS

La crise causée par l'irresponsabilité politique de Pierre Nkurunziza n'a pas non plus épargné le domaine de la santé publique. Au manque criant des médicaments s'ajoutent des épidémies que l'autorité publique refuse de déclarer, violant ainsi le droit à l'assistance humanitaire et sanitaire. Le régime de Pierre Nkurunziza s'en occupe moins et continue à mettre avant ses intentions égoïstes de se maintenir éternellement au pouvoir par la violence, la manipulation et la paupérisation de la population.

Dans toutes les provinces du pays, les malades n'ont plus accès aux médicaments. Une rupture de stocks se généralise partout, la Centrale d'Approvisionnement en Médicaments n'est plus à mesure d'honorer sa mission, asséchée par la corruption et le désordre imposés par le régime politique en place. Pour ces mêmes raisons, la Mutuelle de la Fonction Publique a perdu ses capacités de suivre et d'assister ses affiliés. Le régime détruit progressivement tout le tissu social et tout ce qui fondait l'existence de la nation burundaise.

En province Bubanza, un manque de médicaments a été signalé au milieu du mois de mars 2018 à l'hôpital général de Mpanda. Le médecin directeur de cet hôpital reconnaissait cette rupture de stock en médicaments et expliquait que c'était suite à l'insuffisance des médicaments à la CAMEBU où l'hôpital s'approvisionne. Les patients déplorent également l'absence d'une pharmacie de la MFP à ce grand établissement sanitaire.

En province Gitega, les médicaments pour le diabète et l'hypertension étaient épuisés dans toutes les pharmacies de la ville de Gitega en date du 17 mars 2018. Nous avons également obtenu des informations qui nous affirmaient que le dépistage du SIDA n'était pas possible suite au manque de réactifs dans les centres de dépistage. Même pour les affiliés de la mutuelle de la fonction publique, au lieu de payer 20%, ils payaient plus de 50%. La mutuelle ayant ajouté des frais qu'elle a appelé suppléments. Les pharmaciens contactés nous ont affirmé que le manque de médicaments est une conséquence directe de la dévaluation de la monnaie burundaise et du manque de devises pour importation.

En date du 8 mars 2018, un infirmier du centre de santé de Gitaba, zone, commune et province Rutana, nous indiquait que leur pharmacie était vide. La pénurie de médicaments se faisait lourdement sentir dans les pharmacies privées de la place.

En province Kirundo, la malaria épidémique non soignée a décimé une centaine de personnes dans l'intervalle d'un mois en commune Ntega. La personne attaquée avait de la fièvre et comme les gens savaient qu'ils ne pouvaient pas avoir de médicaments dans les hôpitaux et dans les centres de santé, certains préféraient rester à la maison et mouraient par manque de sang et d'insuffisance rénale. Les services de santé publique qui s'y sont rendus le 6 mars 2018 en compagnie de l'ONG internationale FHI ont proposé la déclaration d'une épidémie mais l'autorité politique n'a pas voulu. L'administration avait même eu l'injonction de ne pas révéler le bilan des décès à quiconque sauf à la permanence du parti CNDD/ FDD. Des injonctions avaient été livrées aux familles victimes de ne pas enterrer les leurs avant midi mais de le faire dans l'après-midi.

A l'hôpital de référence de Kirundo, les patients étaient extrêmement nombreux. Nous avons constaté que 8 enfants partageaient le même lit, les autres étaient étendus par terre avec leurs mamans. Dans une chambrette réservée pour quatre personnes, on y trouvait 25 patients. Les médecins prescrivaient du jus de citron mélangé avec du miel comme médicaments. Lors de notre passage dans cet hôpital, les patients se lamentaient du fait que c'étaient eux-mêmes qui s'achetaient à la pharmacie des gants pour l'infirmier, des cathéters, des seringues et autres matériels infirmiers.

V. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE OBSERVES PENDANT CETTE PERIODE DU RAPPORT

Des aides aux vulnérables détournées par l'administration en province Cankuzo

Une aide de la République Populaire de Chine, composée de riz a été détournée par l'administration locale en province Cankuzo. Cet aliment qui devrait parvenir aux personnes vulnérables de la province a été vendu par des agents de l'administration locale dans les boutiques et au marché central de Cankuzo. En date du 11 mars 2018, ce riz chinois se vendait à 1500frs/kg au marché de Cankuzo, 1600frs/kg en commune Kigamba, 1400frs à Mishiha, Cendajuru et Gisagara

Un député impliqué dans des détournements des richesses minières cède la place à de hautes autorités de l'Etat en province Cankuzo.

Il y a quelques temps, des richesses minières ont été découvertes sur la colline Rutoke, zone Minyare, commune et province Cankuzo. Les habitants de la localité avaient commencé à exploiter ces minerais d'or mais le responsable du parti CNDD-FDD d'alors, l'honorable Anglebert Ngendabanka a décidé de s'approprier à lui seul le gisement. Il a engagé ses manœuvres qui faisaient l'orpaillage à son propre compte. Il venait de passer presque une année, mais un autre homme fort vient de le concurrencer: Les informations en notre possession disent que cet homme est le Général Major Gervais Ndirakobuca (alias Ndakugarika) qui serait en complicité avec le chef d'Etat Pierre Nkurunziza lui-même. Le petit frère du général, le prénommé Emery serait arrivé sur le lieu pour s'occuper de cette affaire de gisements de minerais sur le compte de ces hautes autorités de l'Etat. Les autorités provinciales qui en bénéficiaient ont courbé l'échine après avoir reçu des ordres venant « d'en haut ».
Emery se déplaçait avant avec une motocyclette mais depuis février 2018, il a reçu un véhicule l'aidant dans ce trafic.

L'administration provinciale de Rumonge spolie des terres pour les céder aux rapatriés

Le conseiller du Gouverneur chargé des affaires socio - culturel de la province de Rumonge Aaron Ndayisenga s'est arrogé le droit de retirer en date du 28 février 2018, à son propriétaire, un champ de palmerais situé sur la colline Murambi, zone Buruhukiro, commune et province Rumonge. Selon des sources recueillies sur place, ce conseiller est frustré de voir que ce champ appartient à un membre d'un parti de l'opposition, en l'occurrence l'UPRONA aile de Charles Nditije, le nommé Frédéric Nshimankiza. Ce conseiller du Gouverneur avait attribué ce même jour cette propriété aux familles de Nyabenda alias Bijonya et de Boas Ntunzwenimana de la même zone Buruhukiro. Le propriétaire de ce palmerais déclare avoir gagné un procès en justice contre les deux personnes et ce conseiller avait l'intention d'annuler la décision judiciaire. En date du 8 mars 2018, le parquet de la République en province Rumonge s'est saisi de l'affaire en plaçant sous mandat d'arrêt les deux personnes qui avaient commencé à récolter le palmier.

Trois autres familles dénoncent avoir été victimes des agissements de ce conseiller du Gouverneur en complicité visiblement avec son chef hiérarchique qui n'en dit rien. Il s'agit de la famille Albert Rujeje originaire de la colline Karagara, zone Buruhukiro, la famille Bivako oscar, colline Murambi zone Buruhukiro et la famille Nyabayoya de la zone Gatete. Leurs propriétés ont été unilatéralement distribuées aux autres familles des rapatriés soi-disant agir en lieu et place de la commission Terre et autres Biens.

Des menaces de destitution des chefs de quartier non membres du CNDD-FDD en ville de Gitega

Après la destitution du chef du quartier Magarama, le nommé Ngenda Jean alias Mupfizi par l'Administrateur de la commune Gitega Valentin Nahimana, c'est le tour d'autres chefs de quartiers non acquis à la cause du parti au pouvoir. Les Imbonerakure du quartier, dirigés par leurs chefs Rukundo et Eric ont organisé une réunion au bar "à la plage" situé au quartier

Nyabututsi, en date du 4 mars 2018. Lors de cette réunion, ils ont proféré des menaces au chef de quartier Nyabututsi le nommé Kana Déo lui signifiant que s'il n'adhère pas au parti au pouvoir, il sera destitué. Il est du parti Uprona de l'opposition radicale.

Le chef de quartier Yoba, le prénommé Gilbert est lui aussi menacé de destitution car il dénonce les bavures commises par les Imbonerakure du quartier. Ancien membre de l'UPD, il est soupçonné d'être de mèche avec l'opposition même s'il a adhéré au parti au pouvoir. Sur la colline Kibiri, zone Mungwa, le chef de colline a été limogé et remplacé par le 5ème sur la liste des élus collinaires.

Un recensement sur l'appartenance politique inquiétant au Burundi

Un des signes qui prouve que le régime de Pierre Nkurunziza envisage de commettre l'irréparable au Burundi, c'est le recensement ethnique et politique en cours dans le pays. Presque partout dans le pays, les Imbonerakure sillonnent les collines et les ménages pour remplir un formulaire sur lequel est demandé le nom et prénom du chef de manage, son appartenance politique et son numéro de téléphone.

En province Cibitoke, ce recensement a commencé le 18 mars 2018 maison par maison. Au chef-lieu de la province, ce recensement a eu lieu dans tous les quartiers. « Je ne sais pas le but de ce recensement. Je pense que les dirigeants du CNDD FDD préparent quelque chose de mauvais pour les personnes qui sont dans l'opposition et dans les associations de la société civile », explique avec peur un habitant de Cibitoke. Le responsable du parti au pouvoir à Cibitoke dit qu'il connaît cette situation mais il précise qu'ils veulent connaitre le nombre de personnes qui sont dans les partis et ceux qui vont aller au référendum prochain et aux élections de 2020.

Ce recensement politique a aussi été signalé en province Bujumbura, à Gitega, Makamba et dans d'autres localités du pays.

Une Commission Vérité Réconciliation politisée et instrumentalisée

Des burundais contactés en province de Gitega s'insurgent contre les enquêtes organisées par la CVR, qui ont commencéau début du mois de mars 2018. Le bureau de la zone Gitega au chef-lieu de la province est l'un des sièges où ces enquêtes se sont déroulées. Les enquêtés sont choisis sur base de leur appartenance ethnique ou politique. Ils sont choisis par les chefs locaux, membres du parti au pouvoir et la plupart appartiennent à la composante sociale hutue et à des organisations de la société civile confondues au parti CNDD-FDD. Des enquêtés interrogés affirment avoir reçu des instructions sur ce qu'ils devaient révéler aux enquêteurs de la commission. Ainsi, les burundais de la composante sociale tutsi sont chargés de tous les malheurs qu'a connu le Burundi dans la passée.

De vieilles personnes connues pour leur sagesse n'ont eu droit à la parole car soupçonnés de déclarer la vérité de ce qui s'est passé réellement dans le pays. Lors des interviews, des responsables du parti CNDD-FDD dont le chef provincial passaient régulièrement aux bureaux où se déroulait l'enquête pour superviser l'activité. Selon un membre de la commission contactée, le régime de Pierre Nkurunziza n'a pas besoin de Vérité-Réconciliation mais de fausser les pistes et de manipuler l'histoire du Burundi.

Cinq mois durant, la province Muramvya n'a pas de gouverneur et les conséquences sont graves

La province Muramvya n'a pas de gouverneur depuis bientôt plus de cinq mois. Les habitants comprennent mal cette situation et se lamente que des services sont paralysés. Des documents administratifs tes par exemple les attestations de bonne conduite, vie et mœurs ne sont pas délivrés.

Le service le plus paralysé est celui du contrôleur provincial de l'Etat Civil alors que le gouvernement du Burundi a pris une mesure de punir tous les couples mariés illégalement. Ces derniers voudraient régulariser leurs mariages, mais l'absence du gouverneur leur est un grand obstacle. C'est en effet le gouverneur de province qui a le pouvoir d'autoriser la régularisation, la signature p.o. des conseillers n'étant pas autorisée. Malheureusement ces couples sont actuellement victimes de cette situation en payant des amendes de mariage illégal, alors qu'ils étaient prêts à le faire. Un recensement de tous les couples mariés illégalement a été effectué et des sanctions sont déjà en application.

Des retraits bancaires sont faits par une personne non habilitée. Des informations recueillies auprès de l'administration provinciale nous disent que l'ancien gouverneur Emmanuel Niyungeko, continue de signer irrégulièrement sur les chèques de la province au moment où il a été nommé depuis le 9 novembre 2017, Directeur Général de l'ARFIC (Agence de Régulation de la Filière Café en remplacement de M. Jean de Dieu Mutabazi.

Un blocage au niveau de la direction provinciale du CNDD-FDD est à l'origine de ce vide administratif. Les membres du comité provincial, les députés et les sénateurs de la circonscription ne parviennent pas à s'entendre sur un seul nom malgré une multitude de citoyens aptes à gouverner cette province.

VI.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le pays ne connaît pas de répit depuis que Pierre Nkurunziza a décidé de semer la mort et la désolation en 2015. Malgré les dénonciations de la violence et des violations de droits de l'homme qui fusent de partout, le régime s'entête, s'en moque, décide de détruire tous les fondements de la nation et ainsi précipiter le peuple burundais dans l'abîme. La peur, la souffrance et la mort sont le lot quotidien des burundais, dans l'indifférence totale du régime de Pierre Nkurunziza, et dans l'inaction de la communauté internationale.

Préoccupé par cette situation qui se dégrade continuellement, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Aux membres du gouvernement et aux institutions de l'Etat du Burundi:

- De refuser la main mise d'un seul l'homme en la personne de Pierre Nkurunziza sur l'avenir de tout un peuple ;
- D'arrêter sans délais le train des violences et les violations des droits de l'homme et en punir les auteurs ;
- De mettre en avant la justice et l'équité, et se désolidariser ainsi de la volonté manifeste de Pierre Nkurunziza à faire souffrir le peuple burundais ;
- De prendre le courage entre leurs mains et combattre la tyrannie et le terrorisme que Pierre Nkurunziza impose au peuple burundais;
- De mettre hors d'état de nuire Pierre Nkurunziza et prévoir des mécanismes de restauration rapide d'un Etat de droit.

A la population burundaise :

- De refuser les manipulations politico-ethniques qui ne visent que la politique de « diviser pour régner »;
- De se solidariser et combattre ensemble le régime de la terreur et de la souffrance sans projets de développement de la population.

A l'EAC, l'UA et l'ONU :

- De faire pression sur le régime de Pierre Nkurunziza pour que ce dernier sente la nécessité de dialoguer avec ses partenaires socio- politiques et économiques ;
- De revenir sur les mesures prises en vue de la protection du peuple burundais en détresse ;
- De contraindre Pierre Nkurunziza à respecter l'Accord d'Arusha et la Constitution qui en découle.

A la CPI :

- D'émettre des mandats d'arrêt internationaux pour punir les auteurs des crimes qui se commettent au Burundi.